PB-PP | BC 1757
BELGIE(N) - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Faites-moi lire, SVP !

# Nouvelles

**Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »**
(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
**Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy**
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

## Nouvelles
### n° 243 – Mars 2021

**Histoire**

**L'armée belge des partisans armés**

Les patriotes agissent partout

Les actions risquées de la Brigade Spéciale

Lors de chaque intervention …

Villégiature fatale

**International**

Israël détruit et vole pour 2 millions

Qui sème le vent …

L'UE appelle l'Ukraine à …

Turquie et Grèce …

60 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba

**Société**

Dynasties politiques …

la grande Malbouffe …

**Libres propos**

A propos de bulle

Le nazisme a-t-il posé les bases du management contemporain?

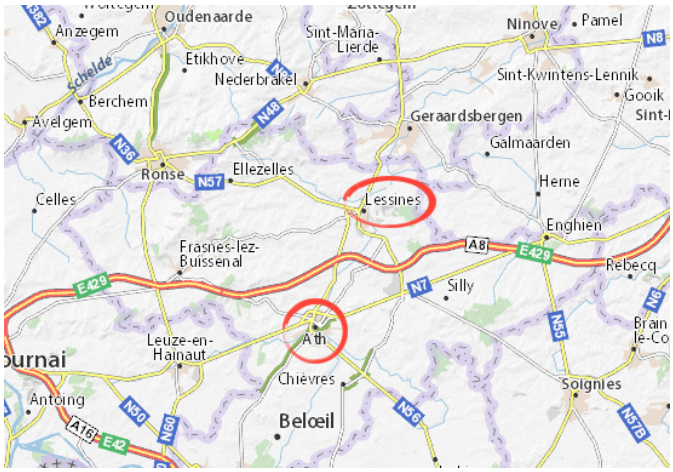
Les centres d'archives privés ont besoin d'un nouveau cadre légal

# HISTOIRE

# L'armée belge des partisans armés

## Contre-propagande n° 4 : les patriotes agissent partout

Aux environs de Wannebecq entre Ath et Lessines ; deux hommes cheminaient par une nuit sombre : deux partisans revenant d'une mission : un « vieux » 45 ou 50 ans et un « jeune » 18 ans. Le vieux armé d'un révolver, le jeune trimbalant une mitraillette. Tout à coup, le vieux étreignit le bras du petit et tous deux s'arrêtèrent. Une masse noire semblait barrer la route, là, plus loin… Il s'agissait d'être prudent. Le vieux s'en alla, seul. Le petit suivait à vingt mètres, l'oreille tendue, l'œil aux aguets. Ses mains encore blanches se crispaient sur une arme redoutable.
« Halte ! »




Nos amis se heurtaient à une patrouille de six rexistes mais ils ne perdirent pas la tête. Le vieux se laissa tomber sur la route en donnant un coup de sifflet qui voulait dire : « Vas-y, petit ».

Un chargeur de mitraillette contient vingt-huit balles. Eh bien, calmement, le petit lâcha la rafale par-dessus son vieux camarade étendu, dans le rassemblement de traîtres, surpris. Il faut croire qu'il ne tirait pas trop mal car les six silhouettes s'affaissèrent comme blé sous la faulx.

Le « vieux » 45 ou 50 ans et le « petit » rentrèrent, écrasés sous le poids des armes qu'ils avaient récupérées, ce soir-là.

## Contre-propagande n° 5 : « Les actions risquées de la Brigade Spéciale. »

On a vu les partisans incendier mille tonnes de paille destinée à le Wehrmacht. On les a vus démolir trente-quatre machines aux établissements « La Maison du Caoutchouc » mais les opérations ne se terminaient pas toujours avec le résultat escompté.

*Peugeot 202 en 1940*

Rue de Flandre où était (est peut-être encore) situé la magasin « Oxford » : lainages, articles de sport, … Produits de qualité mais patron particulièrement suspecté. Les partisans avaient décidé de s'y procurer un stock de vêtements d'hiver qui seraient les bienvenus dans le maquis et chez les déshérités.

Les hommes de la Brigade Spéciale, Omer en tête et montant deux voitures automobiles furent envoyés pour protéger les six hommes d'une autre compagnie chargés de la mission proprement dite.

Les partisans entrèrent dans le magasin, maîtrisèrent la patronne et constatèrent que le patron était absent. Puis ils fermèrent les volets et se mirent à l'œuvre, rassemblant en d'énormes ballots, gants, pantalons, vestons pull-over, … Dehors, la Brigade Spéciale veillait. Les deux voitures s'étaient arrêtées à quelque distance de part et d'autre de la maison.

Omer placé à l'avant d'une puissante Peugeot aperçut tout à coup, un bonhomme vêtu de kaki se diriger vers deux agents de police en conversation avec deux civils au croisement de la rue de Flandre et de la rue de la Clef. Les cinq hommes vinrent sur le champ en direction du magasin. Se rendant compte que les choses tournaient mal, Omer ordonna au chauffeur de faire un crochet et de venir se placer juste en face de la maison « Oxford ». Ils y arrivèrent en même temps que les policiers.

Omer sortit sans arme et s'adressa aux agents : « Ecoutez, nous ne sommes pas des bandits mais des patriotes. Si vous ne voulez pas qu'on vous fasse du mal, retournez là d'où vous venez. »

L'un des civils empoigna le partisan qui se laissa fouiller sans résistance. Au contraire, notre ami

souriait : Non, Monsieur, je ne suis pas armé ». Mais aussitôt le P.A. prit un autre ton en se retournant vers la Peugeot : « André ! Le moulin ! »

l'interpellé sortit de l'auto en brandissant une mitraillette allemande. Alors la situation changea. Les policiers s'inclinèrent docilement. Mais les gens s'attroupaient stupidement. Omer s'en inquiéta et ordonna brièvement : « Sachez que nous ne sommes pas des bandits mais des patriotes. Rentrez chez vous. »

A l'intérieur du magasin, les camarades, ignorant ce qui se passait, continuaient leur besogne. Omer sonna mais par mégarde, il appela le 2 -ème étage. Une bonne femme vint ouvrir innocemment et le P.A. entrant par la porte des locataires, avertit les camarades et tous sortirent révolver au poing.

Entre-temps, un homme armé d'une mitraillette avait pris position près de la porte d'entrée. Mais le poste de police-secours, alerté dès le début de l'affaire avait envoyé sur les lieux une quinzaine d'agents. Ceux-ci préférèrent ne pas intervenir et gagnèrent intelligemment une rue voisine.

Les partisans s'embarquèrent en bon ordre. Omer, muni d'une mitraillette, demeura le dernier sur le trottoir pour couvrir la retraite de ses amis. La patronne qu'on n'avait pas pris soin de ligoter lui sauta dessus. Il dut la repousser avec rudesse.

Un officier allemand surgit d'un magasin tout proche mais, à la vue de la mitraillette, il fit prestement demi-tour.

Quand tout le monde fut embarqué, Omer tira en l'air une rafale de mitraillette. Cela eut le don de disperser la foule et de favoriser la retraite du patriote qui rejoignit ses amis dans la Peugeot. La fin se déroula sans histoire. Les partisans n'avaient pu emporter leur butin mais ne devaient-ils pas se féliciter d'avoir sauvé leur peau ? On en conviendra si on jette les yeux sur un plan de la ville. Les audacieux avaient opéré à trois cents mètres de la caserne du Petit-Château où les « Garde Wallonne » tenaient garnison.

## Contre-propagande n° 6 « Lors de chaque intervention nos partisans risquaient leur vie »

Les P.A. de la Brigade Spéciale procédèrent jusqu'à dix exécutions en une semaine. Un jour, en province, ils mirent la main sur un colporteur, dénonciateur réputé qui espionnait particulièrement les familles soupçonnées de compter un partisan parmi leurs membres.

Enfermé sous bonne garde chez un patriote dévoué, l'homme avoua lâchement ses crimes. Après trois jours de détention, il fut jugé puis un matin, à 5 heures, il expia dans l'ombre d'une cave. C'était là une exécution de tout repos. Autrement mouvementée fut la tentative d'enlèvement d'un mouchard

place Simonis à Koekelberg.

Omer et sa bonne équipe, toujours montant la fidèle Peugeot, devaient prendre livraison du traître et le transférer quelque part pour son jugement. Des hommes d'une autre compagnie, chargés de l'arrestation se tenaient deux à deux dans différents cafés. Quand la Peugeot arriva sur la place, Omer vit un agent de police et deux civils tenant en respect deux partisans. Notre ami, armé de sa mitraillette, ne fit qu'un bond vers le groupe.

*Mitraillette MP allemande*

Mais l'agent se retourna et à dix mètres, vida son révolver en direction du P.A. Celui-ci se mit à sauter à droite et à gauche. Malgré cette manœuvre, une balle l'atteignit à la cuisse. Il voulut tirer à son tour mais son arme s'enraya.

Un des partisans arrêtés profita de l'incident pour s'enfuir ; l'autre fut emmené. Omer n'en vit rien mais il sentait le sang couler le long de sa jambe et il regagna la voiture qui fila au plus vite.

Le partisan manœuvra rageusement le levier de son arme. Le fonctionnement en reprit normalement. Alors les P.A. parlèrent du camarade resté aux mains des policiers et Omer ordonna dans un sursaut de révolte : « Demi-tour ! »

On revint sur la place. L'agent s'y trouvait encore mais il déguerpit bien vite en reconnaissant l'auto. Trop tard ! Omer lui lâcha une rafale qui l'atteignit à la bouche. Le trop zélé collaborateur s'écroula tandis que le P.A. s'élançait vers un camion où il croyait découvrir son camarade disparu.

Un cri d'avertissement lui parvint venant de sa propre voiture : « Attention, derrière ! » Sortant d'un café, un Allemand accourait, révolver au poing. Notre ami eut à peine le temps de se retourner et faire feu. Le nazi tomba. C'eut été la folie de s'attarder une minute de plus. Perdant du sang en abondance, Omer rejoignit sa voiture.

En filant vers le havre, le partisan aidé de ses camarades effectua lui-même son premier pensement après avoir déchiré son pantalon et garrotté sa cuisse. Ce fut seulement six heures plus tard qu'il put obtenir les soins d'un médecin. Décidément, s'il fallait être audacieux, il fallait aussi être dur.

## « Villégiature fatale ».

Blockx, chef de l'organisation rexiste « Jeunesse légionnaire » était en villégiature à Landelies quand le commandement national fit parvenir au commandant du Corps de Charleroi, l'ordre d'exécuter le renégat dans les 24 heures. D … commandant du bataillon fut chargé de la mission. Seulement un doute planait quant à l'identité du fameux chef rexiste. Le bruit courait que Blockx avait un frère. Dès lors, était-ce réellement le traître qui résidait à Landelies ou bien … l'autre ? Il s'agissait de ne pas commettre une erreur.

D … accompagné de ses meilleurs éléments, s'occupa tout d'abord de la sécurité de son détachement. Dans le voisinage de la retraite de Blockx, quelques maisons étaient pourvues de téléphone. Les P.A. envahirent ces maisons et laissèrent dans chacune, un homme à la garde des habitants et de l'appareil. Ainsi nul n'aurait pu alerter la police ou les Allemands.

Ensuite, trois hommes s'en allèrent vers l'habitation

de l'individu recherché. En cours de route, ils rencontrèrent un N.S.K.K. en uniforme. Celui-là devrait donner aux partisans la possibilité de pénétrer sans trop de difficulté dans le repaire de l'ennemi.

Sommé de lever les bras, l'homme se soumit immédiatement car un révolver ponctuait l'ordre. Puis le soldat fut fouillé. Pas d'armes. Les patriotes s'appliquèrent alors à terroriser le fantoche en vue d'obtenir son aide. Ils lui déclarèrent que la révolte générale venait de se déclencher et que tous les collaborateurs rencontrés devaient être mis à mort. Le misérable implora sa grâce. Elle lui fut accordée à condition d'accompagner les patriotes et de se faire ouvrir la porte chez Blockx.

Les partisans avaient vu juste. La femme du traître souleva un coin du rideau, aperçut l'homme en uniforme et ouvrit en toute confiance. Le N.S.K.K. était tenu en respect par deux patriotes qui, révolver au poing, se collaient contre le mur. Mais la femme, jetant un regard de biais remarqua la présence de nos gens. Poussant un grand cri, elle voulut refermer la porte. Trop tard, un P.A. réussit à placer son pied dans l'entrebâillement. Blockx alerté par le cri de sa femme, grimpa quatre à quatre à l'étage. Il ne pouvait penser à fuir par l'arrière car la maison était cernée d'avance. D … et ses deux hommes ne se gênèrent pas. Ils rejoignirent Blockx et le ramenèrent dans son bureau. Le N.S.K.K. demeurait là, tremblant, ne sachant à quel saint se vouer.

D … prit la parole, s'adressant à Blockx : « Pourquoi vous sauviez-vous ? Nous sommes des auxiliaires de la Gestapo. » La figure de l'emboché s'illumina. Il se croyait quitte. « La Gestapo ! Oh alors » Ouvrant son portefeuille, il se mit à en sortir une collection de documents prouvant sa culpabilité. Impassible, D …. Le regardait faire. La main du partisan serrait plus fort la crosse de son 9 m/m.

Blockx s'étonna du silence :

« Que voulez-vous ?
- Nous voulons savoir où est votre frère.
- Mais je n'ai pas de frère.
- Bien sûr ? »

Le ton était menaçant. Le traître en fut effrayé. Il s'enfonça un peu plus dans sa méprise : « Oui, je suis fils unique et voici tous mes papiers ; ils prouvent bien mon activité. Vous faites erreur, certainement. »

Défense malheureuse puisqu'il était en aveu... Le verdict tomba :

« Blockx, nous sommes de la résistance.
- Ah ! »

Le misérable émit un râle sourd. D'un geste instinctif de vaine protection, il porta vivement ses deux mains sur sa poitrine. Il pâlit affreusement tandis que ses yeux se riaient sur le révolver menaçant, inexorable.

« Et vous allez mourir. »

La table séparait les deux hommes, le justicier et le traître condamné.

Quelques coups de révolver claquèrent brisant le silence épouvantable qui avait succédé aux dernières paroles. Quelques balles tirées à travers les doigts d'une main qui s'étalait en cuirasse inutile sur le cœur du lâche.

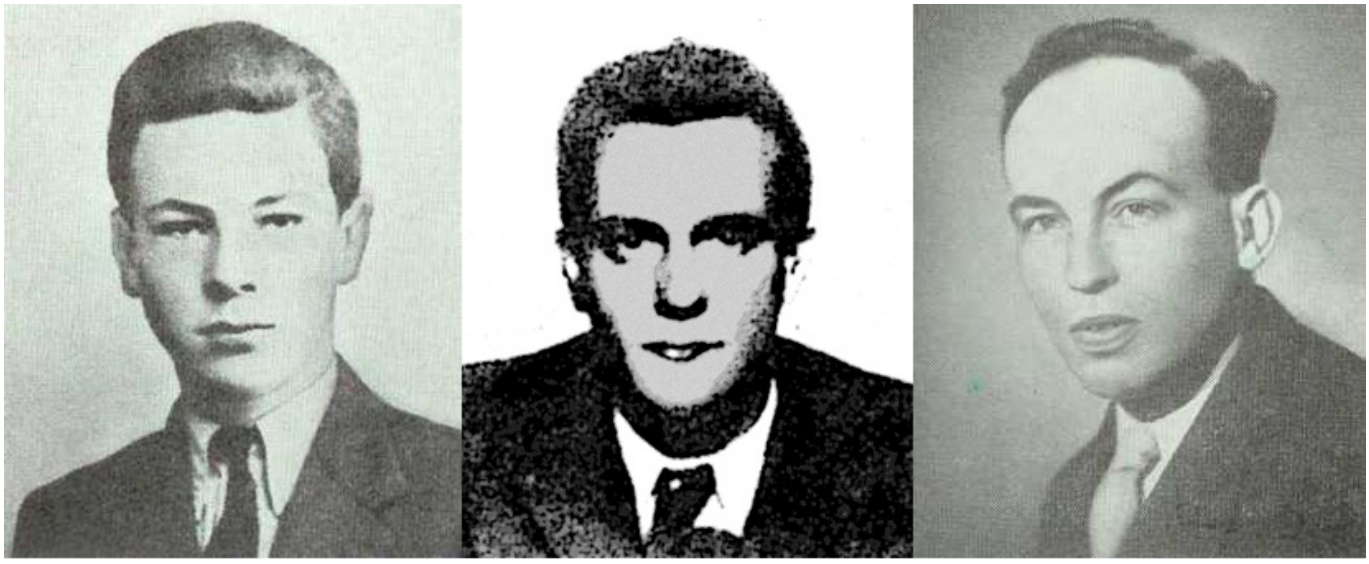
Suant de peur, le soldat rexiste avait assisté à la scène. Ill leva timidement les yeux vers D … et demanda en tremblant :

« Et moi, puis-je m'en aller ?
Oui, va-t'en, imbécile. »

Il fallait qu'il puisse raconter comment se paie la trahison

Et pour terminer ces quelques pages concernant la contre-propagande, nous évoquons le souvenir de trois braves garçons : Armand Fraiteur, Maurice Raskin, André Berthulot, nobles justiciers. Nous pensons aussi à vous, Xavier, qui avez échappé aux bourreaux.

Vous avez débarrassé le pays d'un Paul Collin. Ce nom en dit plus que tout adjectif, si sévère soit-il. Et pour nous punir de notre soupir de soulagement à l'annonce de l'exécution du traître, c'est vous, camarade, qu'on a frappés. Mais votre mort que l'ennemi voulait infamante, vous grandit.
A nos yeux il n'y a pas de potence mais un autel et votre souvenir, André Berthulot, Maurice Raskin, Arnaud Fraiteur, il altère nos voix, il fait battre nos cœurs.



Arnaud Fraiteur André Berthulot Maurice Raskin

**Pour connaître l'histoire de ces courageux camarades, cliquez sur : « https://www.lesoir.be/art/paul-colin-le-collabo-oublie-l-ete-40-2-5-._t-20100727-010490.html "**

**Prochain épisode : « Déraillements ».**

---

## INTERNATIONAL

# Israël détruit et vole pour 2 millions de dollars d'aide européenne

Imaginez que vous ayez des voisins qui vous volent constamment vos biens ou endommagent votre propriété. Comment réagiriez-vous ? En invitant ces voisins à une fête ? En célébrant le fait qu'ils aient les mêmes « valeurs » que vous ?

Israël est un voisin abusif pour l'Union européenne.

Par une demande d'accès à l'information, j'ai appris qu'Israël avait provoqué des destructions pour plus de 2 millions de dollars de projets d'aide de l'UE en Cisjordanie occupée, au cours des cinq dernières années. Pourtant, au lieu de prendre des mesures à l'encontre d'Israël, les représentants de l'UE sirotent régulièrement du champagne avec eux et font des cadeaux à leur voisin abusif.

Une note rédigée par la Commission européenne déclare qu'Israël, depuis 2015, a « démoli ou saisi » près de 560 « structures » qui faisaient partie de projets d'aide. Ces projets avaient été financés par l'UE collectivement, et par ses membres à titre individuel.

Plus de 70 de ces structures ont été détruites ou confisquées entre janvier et octobre de cette année, selon la note.

Ce serait une erreur de rester impassible en examinant ces chiffres. L'UE a additionné le montant des dommages infligés par Israël à ses projets d'aide pour les deux décennies passées. Les exercices comptables n'ont pas été suivis d'actions.

### Compliqué ?

Le mois prochain marquera le 20ème anniversaire d'une menace qui s'est avérée vaine. En janvier 2002, des ministres des Affaires étrangères de l'UE ont publié une déclaration selon laquelle ils se « réservent(aient) le droit de demander réparation » à Israël « dans les instances appropriées ».

Peu après que cet avertissement ait été adressé, il fut en réalité retiré. Chris Patten, alors commissaire aux Relations extérieures de l'UE, a déclaré à peine deux mois plus tard qu'ouvrir des procédures judiciaires à l'encontre d'Israël serait « terriblement compliqué ».

Sa déclaration repose sur l'idée que les projets d'aide que l'UE finance ne lui appartiennent plus une fois qu'elle a signé les chèques qui y correspondent. Engager des poursuites judiciaires serait, par conséquent, l'affaire des bénéficiaires de l'aide.

Contrairement à l'argument de Patten, les questions en jeu ne sont pas du tout compliquées. Si l'UE ne veut rien faire elle-même, ses avocats peuvent conseiller les bénéficiaires de l'aide ou les administrateurs – qui comprennent les communautés pales-

tiniennes et des organisations caritatives internationales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza – sur la façon de poursuivre Israël.

D'autres possibilités seraient de donner moins d'argent à Israël ou, mieux encore, de ne plus lui en donner du tout. Israël est l'un des principaux bénéficiaires des subventions de l'UE. L'UE a accordé près de 1,4 milliard de dollars à des entreprises et institutions israéliennes dans le cadre du programme Horizon 2020, un programme multi annuel pour la recherche scientifique. Réduire les subventions d'Israël pour sanctionner la destruction des projets d'aide ne serait pas une tâche si ardue.

Si toutes les subventions que l'UE accorde à Israël devraient être contestées, certaines sont totalement injustifiables. Mekorot, la compagnie nationale des eaux d'Israël, profite d'Horizon 2020 alors qu'elle figure sur une liste noire des Nations unies des entreprises actives dans les colonies de peuplement illégales d'Israël.

## Aucune prise de responsabilité

Le problème essentiel est qu'il n'y a aucune volonté réelle de tenir Israël pour responsable, que ce soit au sein de la bureaucratie de Bruxelles ou des gouvernements de l'UE.

La Belgique a tenté de se présenter comme particulièrement contrariée par la conduite destructrice d'Israël au cours de ces dernières années. Le mois dernier, la Belgique s'est plainte que quatre maisons palestiniennes, qu'elle avait financées près d'Hébron en Cisjordanie, avaient été démolies par Israël.

Les Belges ont alors timidement demandé à Israël une compensation. De tels appels sont totalement inutiles lorsqu'on traite avec un occupant violent.

Les destructions s'inscrivent dans le contexte plus large du racisme d'Israël à l'égard des Palestiniens. Cela fait partie d'un tableau plus vaste où les Palestiniens sont traités avec une cruauté extrême parce que – pour autant qu'Israël soit concerné – ils appartiennent à la « mauvaise » ethnie.

Ceux qui parlent franchement de la politique d'apartheid d'Israël courent le risque d'être diffamés.

Lundi, l'Allemagne qui assure la présidence tournante de l'UE a organisé, conjointement avec l'ambassade d'Israël à Bruxelles, une conférence en ligne sous le titre « Ensemble contre l'antisémitisme ».

Les participants à l'évènement ont recommandé que les gouvernements adoptent la définition de l'antisémitisme approuvée par l'Agence internationale pour la mémoire de l'Holocauste. Cette définition a été délibérément formulée de manière à ce que quiconque qualifie Israël de raciste puisse être accusé

de haïr les juifs.

Parmi les intervenants à cette conférence figuraient Felix Klein et Katharina von Schnurbein, en théorie les coordinateurs contre l'antisémitisme pour l'Allemagne et l'UE. Tous deux ont affirmé que comparer Israël à l'Afrique du Sud de l'apartheid équivalait à un sectarisme anti-juif.

La conférence a fourni un exemple sordide de la façon dont l'UE muselle la liberté d'expression, sur ordre d'Israël.

Quand un tel programme est suivi, il n'est pas étonnant qu'Israël puisse continuer à broyer des projets d'aide avec une boule de démolition.

**David Cronin est rédacteur en chef adjoint de The Electronic Intifada.**

**Traduction : BP pour l'Agence média Palestine**

---

# Qui sème le vent récolte la tempête *

Difficile ce matin de passer à côté des événements qui se sont produits hier à Washington DC. Et difficile de passer à côté des «analyses» ou plutôt des réactions à chaud, particulièrement émanant de notre camp politique, la gauche de manière générale, et plus encore celle qui se revendique d'une certaine forme de marxisme.

On oscille entre la moquerie (QAnon le Barbare, j'avoue que ça me fait rire...), la Schadenfreude (la joie malsaine de voir des troubles se produire au cœur de l'Empire, bien compréhensible au sein du Sud Global, un peu moins excusable quand on voit l'état de la gauche et son rapport au pouvoir dans les centres impérialistes), les avis péremptoires («c'est un coup d'état !»/»ce n'est pas un coup d'état ! «,) et autres joyeusetés du genre...

Alors, paradoxalement, au vu de ce que je viens d'écrire, il me semblait intéressant d'évoquer quelques pistes de réflexion (et j'insiste sur le fait que ce ne sont QUE des pistes de réflexion) au sujet de ce qui vient de se passer :

- les analogies historiques sont toujours périlleuses, car souvent, on s'attache à l'expression superficielle de rapports sociaux, de phénomènes historiques, d'arrière-plans culturels complexes, et on n'évite quasiment jamais l'anachronisme voire le contresens. Toutefois, il est intéressant de se pencher avec les précautions que je viens d'évoquer, sur l'histoire des mouvements fascistes au vingtième siècle dans les centres impérialistes. Par exemple, les tenta-

tives avortées de putschs, voire leur caractère « tragicomique » (le cas de la brasserie munichoise en 1923) n'ont été que des étapes dans la constitution de mouvements fascistes de masse « performants » en Allemagne, jusqu' à la victoire de 1933. Il serait bon de ne pas trop se gausser de certaines manifestations spectaculaires qu'on pourrait considérer comme risible, et de s'interroger sur les appuis de certains secteurs des classes dominantes, et sur les contradictions qui traversent ces dernières.

- un phénomène inquiétant est la relative passivité des « forces de l'ordre » face aux manifestants, et il semblerait qu'il y ait eu quelques flottements quant à l'envoi ou non de la garde nationale. Si l'on met cela en regard des réactions des forces de police ou armées lors d'autres manifestations, cela impose une vigilance et une action spécifique dans ces domaines, qui dépassent les simples slogans du type « ACAB » ou antimilitariste. Surtout dans la mesure où, contrairement au mouvement ouvrier de la première moitié du vingtième siècle, la capacité d'autodéfense à gauche dans les centres impérialistes est nulle. Pas faible. NULLE. Le cas états-unien est certes spécifique, mais ces questions prennent aussi de plus en plus d'importance en Europe, et il serait bon à ce sujet d'entamer une vraie réflexion qui dépasse les postures morales, les slogans faciles ou les fuites en avant utopiques (et ça vaut pour les appels à la violence déconnectés du réel, bien évidemment).

-on aurait vraiment tort, dans le camp progressiste, de se moquer du fond idéologique des supporters de Trump. D'abord, parce qu'une partie non négligeable de ces derniers, issus du prolétariat et des « classes populaires », devrait pouvoir se retrouver dans ce camp progressiste. Également car, en Europe, on n'est guère mieux loti. Et que c'est une défaite non par écrasement (comme cela pouvait être le cas en Allemagne ou en Italie au siècle précédent) mais par forfait. Mais il faudrait également pointer la responsabilité des gauches occidentales dans l'accélération du processus de « destruction de la Raison », que ce soit par rejet d'une approche « scientifique » (science humaine mais science tout de même) de la lutte pour le socialisme, au profit d'une approche émotionnelle, faite d'indignations à répétition et de mise en spectacle constante, ou encore par la complaisance, par opportunisme à courte vue, envers différents obscurantismes, le dernier exemple en date concernant les délires à propos du COVID. La mise en avant des subjectivités, des « rébellions » au détriment de l'organisation, de l'analyse des structures et des rapports de force, et surtout de la diffusion d'une culture militante et idéologique exigeante est partiellement responsable de l'état actuel des choses.

- en ce qui concerne la « Schadenfreude » évoquée en début de post, elle est révélatrice, à mon sens, de la dérive idéologique de pas mal dans notre camp politique. En tant que communiste, il m'a toujours semblé clair que nous devions être les porteurs d'un monde nouveau, d'une civilisation meilleure, juste, … et que, partant de là, jamais on ne peut se réjouir du malheur d'une population, fusse-t-elle celle du premier centre impérialiste. La plupart des habitantes et habitants de ce pays ne sont pas plus directement responsables des politiques pyromanes de leurs dirigeants que nous ne le sommes en Europe. Si les évolutions récentes devaient empirer, les premières victimes seraient les travailleurs, les classes populaires, les femmes, les minorités, la gauche, ...et seraient suivies par des contrecoups à l'étranger.

- la défense des libertés « bourgeoises » est une tâche importante, qui a toujours finalement incombé aux éléments les plus avancés des classes populaires. Il ne faudra pas compter sur les néolibéraux ou les éléments de « gauche » qui soutiennent l'impérialisme pour les défendre.

- nous sommes entrés dans la zone des tempêtes. Samir Amin évoquait la possibilité de sortie du capitalisme par décadence ou révolution consciente. Les éléments que j'évoque ci-dessus sont une in-

vitation aux progressistes du « premier monde » à s'organiser pour la seconde.
Voilà, quelques éléments de débat et de réflexion qui je l'espère, seront utiles.

***Titre de la rédaction**

**François D'Agostino**

---

## L'UE appelle l'Ukraine à accélérer les privatisations des terres agricoles

L'Union européenne réaffirme que le partenariat UE/Ukraine signé à l'issue du putsch fasciste d'EuroMaïdan en 2014, conditionnant des aides financières du FMI, nécessite la privatisation des terres et l'ouverture du secteur agricole ukrainien à l'agro-industrie européenne. L'Union européenne a appelé l'Ukraine à accélérer les réformes économiques et judiciaires requises dans le cadre de l'accord d'association UE/Ukraine de 2014 lors d'une réunion jeudi.

Le chef des affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, a déclaré que « l'intégration économique de l'Ukraine et le rapprochement réglementaire avec l'Union européenne » restaient une priorité pour Bruxelles.

La crainte est que les autorités de Kiev reviennent sur les exigences de l'accord d'association, qui sont également les conditions des prêts accordés au pays par le Fonds monétaire international, pour la privatisation des terres et l'ouverture du secteur agricole du pays à l'agro-industrie européenne.

Malgré l'opposition acharnée des trois quarts des Ukrainien.ne.s et des années de protestations, le parlement du pays a aboli un moratoire sur la vente privée de terres en mars dernier.

Mais en novembre, le Premier ministre ukrainien Denys Shmyhal a déclaré que cinq millions d'hectares de terres publiques avaient été vendus « illégalement » et que l'État avait l'intention de les récupérer.

M. Borrell a confirmé que l'UE ne voyait aucune raison de réexaminer l'accord d'association, que l'Ukraine a demandé de renégocier, mais a ajouté qu'elle écouterait toute préoccupation.

**The Morning Star, journal socialiste britannique**

**Traduction Nico Maury**

---

## Turquie et Grèce : « Une fois encore au bord du gouffre guerrier »

La Grèce et la Turquie se trouvent, à nouveau, au bord d'une guerre. Au-delà des aspects conjoncturels, la raison de fond est l'antagonisme pour les ressources d'accumulation de capital. En temps de crise cet antagonisme s'intensifie encore davantage. En particulier depuis que les fonds de la Méditerranée orientale (années 2000) se sont transformés en ressources potentiellement exploitables.
La bourgeoisie grecque s'est empressée, avec le soutien européen – y compris financier (et en contradiction flagrante avec la rhétorique européenne pour une « transition climatique ») – de former une alliance avec les États chypriote, israélien et égyptien pour exploiter les ressources éventuelles en Méditerranée orientale. Tout d'abord avec le projet dit « East Med », c'est-à-dire la construction d'un oléoduc vers l'Union européenne. Chypre, par ailleurs, a déjà procédé à des explorations, dans ses « zones d'exploitation économiques » (ZEE), définies avec les autorités étatiques voisines du Liban, d'Israël et de l'Égypte.

### Stratégie d'exclusion

Tous ces projets s'inscrivent dans une stratégie d'exclusion de la Turquie qui est pourtant le pays avec les plus importantes frontières maritimes de la région. Cela reproduit, à une plus grande échelle, le modèle d'antagonisme gréco-turc qui existe en mer Égée depuis 50 ans ! C'est en effet lors de la grande crise capitaliste des années 1970 que la mer Égée s'est transformée en terrain d'exploitation potentielle des ressources minières (ajoutant à la conflictualité, disons traditionnelle, des deux pays). Il s'agissait de la première course pour exploiter des gisements éventuels d'hydrocarbures !

Or, du point de vue d'une nature « exploitable

», la mer Égée a bien une particularité unique, il suffit de regarder une carte pour s'en convaincre. Il s'agit d'une mer, passage entre la Méditerranée et la mer Noire, avec de nombreuses îles qui appartiennent presque toutes à la Grèce, dont une série juste en face de la bordure maritime turque. Les diverses délimitations, maritimes ou aériennes (partage de responsabilités sur le sauvetage en mer, aviation civile, etc.), peuvent avoir une incidence disproportionnée sur les exploitations éventuelles des ressources – y compris celles déjà bien établies, comme la pêche industrielle.

## Dynamique guerrière

Depuis lors, la Turquie vit sous la menace grecque d'appliquer unilatéralement le « droit international » de 12 miles pour ses eaux nationales, qui transformerait la mer Égée en vrai « lac grec », interdisant de fait toute sortie des bateaux turcs vers la mer Égée et réduisant aussi le fond exploitable par la Turquie à des superficies ridicules (autour de 7 %). Par ailleurs la délimitation du plateau continental sous-marin (en gros c'est la version traditionnelle de la ZEE) en mer Égée en dépend aussi. C'est pourquoi des incidents mineurs peuvent se transformer en une dynamique réellement guerrière. Les deux États se sont d'ailleurs trouvés en situation de quasi guerre en 1996 à cause d'un incident autour d'un rocher sans aucune importance (Imia/Kardak).

De plus, il y a aussi la rhétorique habituelle de la « souveraineté nationale » bafouée. L'État grec a par exemple décidé (en 1930) qu'il dispose d'un espace aérien qui dépasse de 4 miles son espace maritime. Depuis plus de 50 ans, les avions de combat grecs et turcs « jouent » donc à une forme de guerre dans cet espace contesté, présentée par les médias (et les partis) de chaque pays comme des violations quotidiennes de leur « souveraineté nationale » …

La situation actuelle peut déboucher sur encore davantage de dangers. Premièrement, la Méditerranée étant plus vaste, les enjeux sont également plus importants, économiquement mais aussi en termes de dynamiques géopolitiques (par exemple en Libye, chaque pays soutient des belligérants différents). Deuxièmement, ces tensions se déroulent sur fond de crise profonde, pour les deux pays, mais aussi pour la région et la « forteresse » UE : guerres et migrations, psychoses nationalistes, coronavirus, crise financière, restructurations des industries d'armement et de l'énergie impliquées directement dans la région.

Ces risques de menaces de guerre ne peuvent être stoppés dans l'arène du cannibalisme marchand, seuls des mouvements populaires et sociaux peuvent renverser leur dynamique, jusque – et y compris – par l'arrêt des forages sur toute la Méditerranée, en eaux nationales et internationales. Dans les deux pays, des mouvements sociaux et des organisations de gauche (même minoritaires) luttent pour ce type d'orientation politique. Cette situation encourageante doit passer par des formes d'organisations et de collaborations encore plus importantes.

***Tassos Anastassiadis, journaliste, est membre de la Tendance Programmatique IVe Internationale (TPT) au sein de la section grecque de la IVe Internationale. Cet article a été publié dans le bimensuel suisse SolidaritéS n° 375 du 24 septembre 2020 et repris sur le site de TPT « 4 ».**

---

# 17 janvier 2021 : 60 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba

Soixante ans… Cette date peut sembler lointaine, un événement du siècle passé. En particulier pour les jeunes générations, nées au vingt-et-unième siècle et confinées aujourd'hui pour la première fois de leur jeune existence.

Et pourtant, cet événement marque profondément notre présent.

L'assassinat de Patrice Lumumba le 17 janvier 1961, et ceux, à la même époque, de nombreux autres dirigeants africains intègres qui luttaient pour l'indépendance et la reconstruction de leur nation, ont modifié fondamentalement les possibilités d'avenir de ce continent. Pas moins de vingt-deux présidents africains en poste ont été

assassinés [1], sur ordre ou avec la complicité des métropoles européennes et américaines, pour non-servilité aux puissances coloniales.

La liquidation de générations entières de dirigeants anticoloniaux n'a pas seulement eu des conséquences dramatiques pour l'Afrique, mais aussi sur la persistance des mentalités coloniales chez nous. Il est facile d'inculquer largement l'idée que l'Afrique n'a pas été capable de gérer son indépendance après avoir commandité et réalisé l'assassinat de toutes celles et tous ceux qui représentaient l'alternative anticoloniale pour tout un continent.

Dans notre pays, l'assassinat de Patrice Lumumba n'a jamais été reconnu comme un assassinat d'État, notre État, planifié cyniquement afin de mettre au pouvoir la marionnette Mobutu, pieds et poings liés aux intérêts belges et occidentaux au Congo.

Apprend-on aux jeunes à l'école que notre démocratie est capable d'ordonner l'exécution d'un homme, un premier ministre démocratiquement élu, simplement parce qu'il dénonce les crimes de la colonisation, et ensuite d'ordonner le découpage et la dissolution de son corps dans l'acide ?

Apprend-on aux jeunes que, si on veut réellement juger du caractère démocratique d'un régime, il faut examiner comment il s'est comporté dans ses ex-colonies et comment il pratique le néo-colonialisme aujourd'hui. Car « notre » démocratie, « nos » droits, « nos » libertés reposent très largement sur le pillage passé et actuel des pays du tiers monde, sans lequel la base économique et sociale de ces libertés n'existerait tout simplement pas.

**Nadine Rosa-Rosso - L'air du temps**

**[1] http://jkanya.free.fr/Texte19/assassinatdespresidents190119.pdf**

---

# SOCIÉTÉ

## Dynasties politiques: label de qualité ou déficit démocratique?

Elles rappellent le temps des aristocraties héréditaires et pourtant, les dynasties politiques semblent inextinguibles. La Belgique fait plutôt partie des mauvais élèves en la matière.

Le futur échevin anversois Willem-Frederik Schiltz (Open VLD) n'aurait pas fait de la politique s'il n'était pas tombé dans la marmite étant petit.

Il fut un temps où le partage du pouvoir politique était essentiellement une affaire de liens de parenté. Et si la filiation a été progressivement supplantée par les élections dans le cadre du système de la démocratie représentative, la généalogie n'a pas perdu toute influence, y compris dans nos démocraties occidentales.

Dans la littérature internationale consacrée à ce phénomène, Herman Van Rompuy fait figure de cas d'école. Le chrétien-démocrate est connu pour avoir été président du Conseil européen, Premier ministre belge et président du CD&V. Qui plus est, son frère, son épouse, sa sœur et ses deux fils sont ou ont été actifs en politique. On retrouve un grand nombre de cas similaires au sein de son parti, dont l'actuel président, Joachim Coens, n'est autre que le fils de l'ex-ministre Daniël Coens. Vincent Van Peteghem, notre actuel ministre des Finances, provient lui aussi d'une famille CD&V. Parfois, le lien familial ne transparaît pas du patronyme, comme dans le cas de l'ex-ministre de la Justice Koen Geens, dont le beau-père, Jos Dupré, a exercé lui aussi des responsabilités ministérielles.

Si son père ne s'était pas appelé Herman, Alexander De Croo n'aurait jamais fait de politique et ne serait a fortiori jamais devenu Premier ministre. On peut dire la même chose à propos de son prédécesseur au « 16 », Charles Michel (le fils de Louis), et de son frère Mathieu, l'actuel secrétaire d'État à la Digitalisation. À cette liste (non exhaustive), on peut également ajouter les familles Dewael, Van den Bossche, Tobback, Dillen, Vanvelthoven, Schiltz, Anciaux, Detiège, Claes, Loones… Le phénomène a traversé les époques, mais est surtout l'apanage des partis traditionnels.

## L'entêtement de la Belgique

Ces dynasties politiques ne constituent pas un phénomène typiquement belge. En 2016, le chercheur Daniël Smith (Harvard) a réalisé une étude comparative internationale, dont il ressort que la Thaïlande et les Philippines dominent le classement, avec environ 40 % de parlementaires qui sont issus d'une famille politique. À l'opposé de ce classement, on retrouve l'Allemagne, avec seulement 2 pour cent. Et la Belgique dans tout cela ? Avec un résultat compris entre 10 et 15 pour cent, elle n'a guère de quoi pavoiser ; en Europe, seules la Grèce, l'Irlande et l'Islande font pire. Tous les autres pays européens obtiennent un résultat à un seul chiffre. Smith considère un résultat entre 5 et 10 pour cent comme « normal pour une démocratie en bonne santé ».

De surcroît, la Belgique fait preuve d'une certaine obstination puisque le nombre de dynasties est en

augmentation chez nous alors qu'il diminue partout ailleurs. Considérés comme le berceau des dynasties familiales, les États-Unis ont vu le phénomène perdre de l'ampleur au cours des dernières décennies jusqu'à ne plus atteindre aujourd'hui qu'un résultat de 6 pour cent, même si certains exemples célèbres (Clinton, Bush) semblent indiquer le contraire.

L'influence de la particratie est responsable de ce poids des dynasties qui ne faiblit pas chez nous. En Belgique, c'est le président de parti qui a le dernier mot lors de la formation des listes électorales. Indépendamment de la commercialisation du patronyme, cela aide toujours lorsque papa ou maman vante auprès de lui les mérites du fiston ou de la rejetonne, même s'il convient ici d'apporter une nuance : une étude a révélé, en effet, que les personnes dont les parents ambitionnaient un mandat politique avaient davantage tendance (jusqu'à 10 % de différence) à marcher sur les traces de leurs géniteurs. Visiblement, la tradition familiale joue un rôle dans la transmission du virus.

## Un fameux rendement

En 2014, la politologue Brenda Van Coppenolle (University Essex) s'est basée sur les résultats des élections de 2010 pour calculer l'avantage pour une « jeune pousse » en politique d'appartenir à une dynastie. Un premier avantage a trait au fait que l'électeur apprécie de retrouver des noms familiers sur son bulletin de vote, même lorsqu'il déclare dans un sondage d'opinion qu'il n'aime pas les dynasties. (Aux USA également, l'image du phénomène est inversement proportionnelle à l'avantage qu'il génère en termes de nombre de votes.) Le nombre de voix de préférence par rapport aux autres candidats augmente dans une fourchette comprise entre 17 et 25 pour cent. Le pouvoir engendrant le pouvoir, les chances d'être élu sont multipliées par 3 lorsqu'on est issu d'une famille politique.
L'appartenance à une lignée offre encore d'autres

avantages – bien que moins systématiques -, comme de meilleures places sur les listes électorales et une accession à vitesse accélérée à un poste ministériel, un phénomène illustré à merveille par Freya Van den Bossche et Charles Michel, qui sont devenus ministres à l'âge de respectivement 28 et 24 ans. Van Coppenolle en conclut que le citoyen considère l'appartenance à une dynastie politique comme un gage de qualité.

## Déficit démocratique

Avec Smith, Benny Geys (VUB, Norwegian Business School) a réalisé un état des lieux du phénomène dans The Economic Journal. Les dynasties politiques offrent des avantages limités en termes de démocratie. Le lien familial souligne l'attachement à une région, ce qui débouche sur une plus grande implication à l'échelle locale. Les dynasties politiques, c'est également un levier pour une plus grande présence féminine dans les assemblées parlementaires.
Cependant, les dynasties peuvent également donner lieu à une baisse de qualité du personnel politique. On peut faire ici la comparaison avec les femmes politiques, qui doivent être nettement meilleures que leurs homologues masculins pour se faire une place au soleil. Si vous voulez damer le pion à un nom connu, vous devez vraiment donner le meilleur de vous-même.

Parce qu'il est plus facile de faire carrière en politique lorsqu'on est issu d'une dynastie, le risque existe que les « fils de » et les « filles de » soient moins dynamiques que les personnes sans ascendance dans le milieu : c'est ce qu'on appelle l'effet Carnegie. Des études démontrent ainsi que les régions aux mains de dynasties politiques enregistrent de moins bons résultats économiques. Geys a analysé la situation en Italie et a observé que plus le niveau d'éducation des politiciens locaux était faible et plus ils étaient plébiscités par leur famille plutôt que par l'électeur.
À certains égards, les dynasties politiques créent donc bel et bien un déficit démocratique dans la mesure où les personnes qui ont le bras long et un carnet d'adresses bien rempli sont avantagées. On ne peut plus parler, alors, d'égalité des chances lors du recrutement des hommes et femmes politiques.

**Auteur : Bart Brinckman**
**Traducteur : Maxime Kinique**
**Extrait de daardaar.be**

---

# « La Grande Malbouffe », sur Arte : les pratiques agro-industrielles passées à la moulinette

Un documentaire sérieux, fouillé et instructif prend la recette industrielle du cordon-bleu comme base d'une enquête édifiante.

Inutile de chercher la recette du cordon-bleu dans Le Guide culinaire (1921), d'Auguste Escoffier : si elle s'inspire de recettes de pays alémaniques, cette préparation de viande (poulet, veau ou dinde) panée et fourrée au jambon et au fromage a trouvé son nom et son premier public aux Etats-Unis, dans les années 1950. Pour devenir, ce qui ne surprendra personne, en France notamment, l'un des plats préparés industriels les plus consommés.

Ce cordon-bleu vendu sous plastique a quelques avantages apparents : facile à réchauffer, il donne de surcroît l'illusion d'un plat préparé avec des ingrédients simples, voire sains. Sauf quand on regarde l'envers du paquet (où tout, d'ailleurs, n'est pas indiqué), puis le documentaire saisissant qu'ont écrit et réalisé Maud Gangler et Martin Blanchard.

De prime abord, La Grande Malbouffe ressemble à ces documentaires qui pullulent dans les programmes télévisuels, où la manière dont certains produits et ingrédients de consommation courante passent à la moulinette d'une enquête dévastatrice donne envie de ne plus jamais y toucher… Mais ce film va plus loin encore, fouillant implacablement les arcanes parfois nébuleux des pratiques agro-industrielles, y compris celles suivies par les adeptes du véganisme qui, tout en ayant décidé de se passer de tout aliment d'origine animale, n'ont de cesse de reconstituer steaks et fromages.

Cette séquence rappelle que ces ersatz, qui ont le vent en poupe grâce à leurs airs vertueux, sont, eux aussi, des produits ultra transformés, bourrés d'adjuvants dont l'allure, avant cuisson, évoque parfois le produit visqueux dans lequel Louis de Funès passe un sale moment dans Les Aventures de Rabbi Jacob (1973), de Gérard Oury.

## Leurres chimiques dangereux

Certes, quelques groupes industriels ont fait des efforts (on ricane un peu cependant lorsque telle marque de soupe présente ses excuses sous forme de publicités accusant ses anciennes mauvaises manières…), et tentent de remplacer les leurres chimiques possiblement dangereux par des solutions naturelles… D'autres assument – en soulignant, sur l'emballage, que le jambon est naturellement gris et non rose.
Mais demeurent quelques composants qui pourraient ne pas être nos meilleurs amis sanitaires : bienvenue

dans le monde du E 171, qui blanchit aussi bien les fromages que la peinture murale, celui des huiles minérales dérivées du pétrole, de la transglutaminase et d'autres « auxiliaires technologiques » qui échappent aux règles de contrôle et de mention.

On en apprend des vertes et des pas mûres, des raides et des pas digestes, dans La Grande Malbouffe. De sorte qu'on recommandera aux adeptes du visionnage à la demande de regarder ce documentaire de préférence en dehors des heures de repas et de digestion.

**Par Renaud Machart**
**Extrait de Le Monde**
**https://www.youtube.com/watch?v=yBb_g_xBen0**

---

# LIBRES PROPOS

## A PROPOS DE BULLE.

Toute cette frénésie médiatique autour de la sortie de Jean-Marc Nollet ce matin est révélatrice. Sa sortie était maladroite, en contradiction avec le discours basé sur la nécessité des efforts individuels porté ad nauseam par les gouvernements auxquels ECOLO participe. Mais, calculée pour de mauvaises raisons électoralistes ou spontanée, elle a au moins le mérite de la franchise. Elle met au grand jour le bal de faux-culs auquel s'adonnent de nombreux responsables politiques qui, pas davantage que lui, ne respectent la bulle de «un» depuis des mois.

Disons les choses simplement, ce virus constitue un réel péril, il tue des citoyens, certes beaucoup de personnes âgées mais je n'ai pas de penchants eugénistes et pour moi une vie en vaut bien une autre. Il s'agit donc de prendre des mesures pour préserver la population et singulièrement les plus vulnérables. Cela nécessite des efforts individuels ... mais pas que

Or, ce qui rend le discours politique inaudible et explique que les digues cèdent poussant de plus en plus d'élus à sortir des rangs, face à la pression populaire, c'est d'une part l'absurdité de certains efforts demandés (notamment les restrictions touchant la culture), leur iniquité (il est évident que le principe du télétravail n'est par exemple pas bien respecté), leur dureté (on doit le répéter encore et encore, notamment les plus jeunes, sont à bout psychologiquement), et c'est d'autre part les ratages répétés de l'Etat (et donc des élus sensés le guider) à assumer sa part de l'effort.

Nous avons devant nos yeux la démonstration répétée et insupportable de l'incapacité d'un Etat dépecé année après année à faire face à ses responsabilités de façon sérieuse. Combien de lits supplémen-

taires et de personnels soignants engagés depuis un an ? Combien de lignes de production de masques wallons pourtant annoncés (la presse rappelait par ailleurs encore hier le scandale des masques Avrox commandés par le fédéral qui seraient carrément toxiques) ? Combien de personnes vaccinées, avec quels vaccins ? Quelles réquisitions de lignes de production de vaccins puisque nous en comptons sur notre territoire ? Quelles démarches pour faire de ces vaccins un bien public ? Quelles réflexions sur la nécessité d'améliorer nos défenses immunitaires (car le vaccin n'est pas la seule réponse) ? Dans quel cadre démocratique, après quels débats, quelle consultation de la population, les décisions sont-elles prises ?

Tout ce bruit pour une révélation qui n'en est pas une, met surtout au grand jour l'impuissance de la classe politique à affronter les véritables enjeux du moment.

**Pierre Eyben.**

---

# Le nazisme a-t-il posé les bases du management contemporain?

Dans son dernier livre, l'historien Johann Chapoutot, spécialiste du nazisme, décrit la façon dont le IIIe Reich a pensé l'organisation du travail. Son analyse révèle de troublantes similitudes avec le management contemporain.

Dans le sinistre catalogue des dirigeants du régime nazi, certains noms trônent en tête de liste: Hitler bien sûr, mais aussi Himmler, Eichmann, Goëring ou encore Goebbels.

Avant la parution récente de l'ouvrage de l'historien Johann Chapoutot, «Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui.» (Gallimard), le nom de Reinhard Höhn était quasiment inconnu.
Juriste brillant, il a pourtant joué un rôle crucial dans la construction du IIIe Reich, car il a réfléchi l'organisation du travail, c'est-à-dire le management. Ce que les Nazis nommeront: «Menschenführung». Littéralement: «la direction des hommes.» Au sein du régime, les exigences phénoménales de production nécessitaient en effet une organisation ultra-performante.

«On pourrait dire que Reinhardt Höhn est une sorte de Josef Mengele du droit.»

Ce qui explique en partie le silence autour du personnage, c'est qu'il n'est pas une brute sanguinaire comme beaucoup d'autres. Reinhard Höhn fait partie de ces hommes de l'ombre, enfermé dans un bureau qui, bien que nazi convaincu, n'a pas de sang sur la main: «C'était un cadre intermédiaire du régime, mais une figure déterminante, nous explique Johann Chapoutot: Il n'a pas été actif dans les opérations génocidaires. Il n'a jamais tenu d'armes. Sans être sanguinaire, il était idéologiquement brutal.»

## Un technocrate ambitieux

Reinhard Höhn incarne l'archétype du technocrate zélé. Doté d'une énergie intellectuelle et d'une capacité de travail inépuisable, il est aussi avant-gardiste, opportuniste, travaillant au développement de sa carrière comme à la réussite du régime.
«On pourrait dire que Reinhard Höhn est une sorte de Josef Mengele du droit», écrit Johann Chapoutot. Il crée et analyse des concepts juridiques pour régénérer la communauté allemande.
Ses ambitions intellectuelles et sociales, mais aussi sa soif insatiable de pouvoir, se manifestent très tôt. Pendant ses études de droit et d'économie, dans les années 1920, il évolue à l'extrême-droite, à l'intérieur d'organisations antisémites et anticommunistes. Farouchement opposé à l'individualisme, il est animé d'une conviction qui le guidera toute sa vie: seule la communauté importe, l'État est secondaire.

En 1933, il adhère au parti national-socialiste (NSDAP), puis à la SS. Là, il dirige le «lebensgebiete» qui étudie les espaces de vie des Allemands (universités, administrations, entreprises, etc.) Il obtient une thèse de doctorat et dirige l'institut de recherche sur l'État où il va répondre à des questions cruciales pour assurer la pérennité du régime: quelles structures mettre en place pour l'administration et l'État? Quelles réformes faut-il réaliser? Comment adapter l'État au Reich? Nommé général, il termine la guerre à ce grade.

## Reconversion surprenante

En 1945, le IIIe Reich s'effondre. C'est la débandade. Si certains choisissent la mort, d'autres prennent un aller simple pour l'Amérique du Sud. De son côté, Reinhard Höhn «ne fuit pas sur un autre continent et ne change pas d'identité, sauf pendant une période de 5 ans», écrit Johann Chapoutot.

Les temps sont durs pour les anciens nazis. Sans emploi, sans statut social, que faire? Changer totalement de vie?

Pour les Alliés, Reinhard Höhn n'est pas une cible prioritaire, ce qui lui permet assez facilement de passer sous les radars et d'entamer une reconversion pour le moins surprenante, puisqu'il décide de pratiquer la médecine… non conventionnelle. Fasciné par le bouddhisme et initié à l'imposition des mains par une vieille dame, il devient acupuncteur et homéopathe. Devant chez lui, il a posé une plaque indiquant qu'il est docteur… mais il est seulement docteur en droit! Ce qui lui vaut une interdiction d'exercer. Pas trop cher payé au vu de son passé…

Il passe donc entre les mailles du filet et finit par être recyclé par le système de l'Allemagne d'après-guerre: «Il y a deux raisons à cela, nous explique Johann Chapoutot: d'une part, il y a un réseau de solidarité des SS qui a été mis en place après 1945 dans la police, l'administration et le secteur privé. On y réemploie les anciens membres. D'autre part, le climat culturel, politique et idéologique, est propice à ce recyclage. Après les procès de Nuremberg de 1945 à 1948, l'ennemi, c'est le communisme. Pour mener à bien ce combat, les meilleurs alliés, ce sont les anciens nazis.»

En 1953, il devient de directeur de la société allemande d'économie politique, un organisme qui vise à appliquer les méthodes de management les plus efficaces.

Les influences nazies du management moderne - France Culture

## Manager en chef de la République fédérale d'Allemagne

Reinhard Höhn est devenu, sans crier gare, le manager en chef de la République fédéral d'Allemagne.
Un peu plus tard, sur le modèle de la Harvard Business School et de l'INSEAD en France, se crée la grande école de management allemand: Bad Harzburg. Son créateur et directeur n'est autre que Reinhard Höhn. L'endroit va accueillir jusqu'à 600.000 cadres issus des principales sociétés allemandes, sans compter les 100.000 inscrits en formation à distance.
Il retrouve un bon revenu mensuel et d'agréables conditions de vie. Pour célébrer sa prospérité retrouvée, il achète même, comme au bon vieux temps, une Mercedes verte, «verte comme son goût pour la nature et comme sa veste de chasse.»

## Et si notre organisation du travail était inspirée de l'Allemagne nazie?

Père aimant et mari (presque) modèle, Reinhard Höhn est devenu, sans crier gare, le manager en chef de la République fédéral d'Allemagne. Il écrit une pléthore d'ouvrages indigestes qui deviennent le prêt-à- penser du cadre allemand de l'époque.
Cependant, au début des années 1970, le vent tourne: son passé finit par ressurgir grâce à des journalistes du Vorwarts, quotidien de gauche allemand. L'heure est aux règlements de compte au sein d'une Allemagne dont la jeunesse désire en finir avec le passé nazi. Mais Höhn n'est toujours pas conduit devant les tribunaux.

D'un point de vue théorique, son influence décroît sensiblement: «Si longtemps, sa méthode a dominé, on constate, en 1970, un infléchissement de son influence

ECONOMIE

# Le management, une modernité nazie

Par **Johann Chapoutot**

HISTORIEN

Après 1945, des dignitaires nazis furent assez bien élevés pour ne plus parler d'extermination des Juifs, de colonisation de l'Est et d'asservissement massif des Slaves, mais ils ne changèrent pas une virgule à leur conception de l'État, des agences et du travail. Pendant que le général SS Werner Best collectionnait les jetons de conseils d'administration et travaillait, comme avocat, à blanchir ses anciens Kameraden lorsqu'ils étaient inquiétés par la Justice, le général SS Reinhard Höhn fondait, à la demande d'une puissante organisation patronale, la première, la plus grande et la plus prestigieuse école de commerce de la RFA.

et de nombreuses contestations de son modèle de management».

Il meurt dans son lit à l'âge de 96 ans. «à sa mort, en 2000, la presse de droite et la presse de gauche l'ont encensé. Tout le monde s'accordait pour dire qu'il avait été le grand artisan du miracle économique allemand», conclut Johann Chapoutot. L'ancien général nazi n'en méritait sans doute pas tant.

## Quand les nazis s'intéressaient aux ressources humaines

Bien que le sous-titre de l'ouvrage puisse porter à confusion, il ne s'agit absolument pas pour Johann Chapoutot d'affirmer que le nazisme a inventé le management (il naît au début du XXe siècle avec les théories de l'ingénieur français Henri Fayol) et d'autre part, il n'est évidemment pas question non plus de faire des managers actuels des nazis en puissance...

La thèse est plus subtile: «Pourquoi, dans quel contexte et pour répondre à quels besoins, des nazis ont-ils réfléchi à l'organisation du travail, à la répartition des tâches et à la structuration des institutions dans l'administration publique et dans l'économie privée? Quelle pensée du management ont-ils développée? Que devenaient le travail, l'individu, ou encore le service public et l'État dans ces réflexions?»

Ce que montre Johann Chapoutot, c'est que le nazisme est bien de notre temps ou, à tout le moins, qu'il s'inscrit dans la vie économique allemande d'après-guerre, alors même que l'Europe se construisait et se reconstruisait, paradoxalement, contre le modèle nazi qui l'avait entraînée à sa perte. En montrant comment Reinhard Hohn a réussi à continuer sans embarras sa petite carrière, Johann Chapoutot souligne d'une certaine façon que le processus de dénazification s'est appliqué presque exclusivement au champ politique.

Héritier de son temps, le nazisme se prolonge au-delà de 1945. Si cette date marque bien la fin de la guerre, elle ne signe pas la fin de l'influence du nazisme. La question se pose donc: reste-t-il quelque chose de ce style de gestion au sein du management contemporain? Dans un contexte autoritaire et totalitaire, les nazis ont élaboré une conception du travail fondée sur la liberté et l'autonomie, l'engagement, la motivation, la performance, mais aussi le plaisir et le bien-être...

## Hyperlibéralisme

Le troisième Reich, loin de faire l'apologie de l'État, l'a critiqué de façon radicale. Les nazis prônent en fait un hyperlibéralisme. Seules la race et la communauté importent. L'État est ainsi perçu comme un frein au mouvement vital. En plus de l'eugénisme et du racisme, les nazis empruntent ainsi au XIXe siècle l'idée d'un darwinisme social. La vie est une lutte, un combat permanent. La société doit fonctionner sur la base du mouvement naturel: les faibles périssent, les forts triomphent.

*«L'État n'a plus de dignité éminente sous le IIIe Reich. Il est concurrencé par une myriade d'administrations ad hoc qui ont le statut de ce que, depuis le XIXe siècle, on appelle des agences, c'est-à-dire des organes dotés d'une mission, d'un projet et d'un budget pour remplir cette mission, et dont l'existence est limitée au temps de cette tâche.»* L'État-providence est amené à disparaître, de même que l'État gendarme, car «l'harmonie spontanée d'une communauté raciale homogène va rendre toute délinquance naturellement impossible.»

Dans ce contexte, plus de luttes de classes, mais des «camarades de race» (Volksgenossen). L'opposition entre les patrons et les ouvriers prend fin. Ceci s'applique à la main-d'oeuvre allemande évidemment. Le régime est bien différent en ce qui concerne les travailleurs étrangers et ceux qui peuplent les camps de concentration, qui sont bien entendu corvéables à merci n'étant pas de race pure.

L'organisation du travail est libérale et le modèle de management non autoritaire. L'employé n'est plus un subordonné, mais une personne qui agit de manière autonome dans une communauté de production et de performance: «Cette liberté était cependant une injonction contradictoire. Dans le management imaginé par Höhn, on est libre d'obéir, libre de réaliser les objectifs imposés par la direction. La seule liberté résidait dans le choix des moyens, jamais celui des fins.» Ce qui signifie donc que tout le monde porte la responsabilité de l'échec.

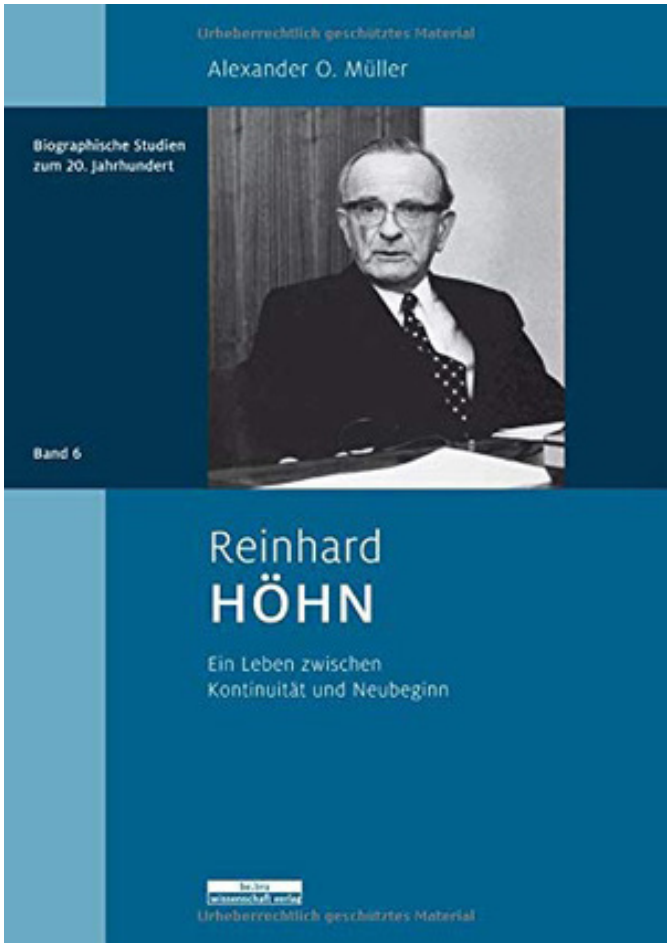
L'aliénation au travail prend donc un autre sens et entraîne toute une série de problèmes que l'on nomme aujourd'hui couramment par le terme de «burn-out» ou encore de «bore-out». En 1983, Höhn, décidément en avance sur son temps, avait déjà défini ce dernier comme une «démission intérieure».

## Matériel humain

L'individu doit être performant. Pas de place pour les oisifs dans le système nazi. Toute personne doit être utile et rentable pour la communauté. Ainsi, l'homme germanique agit, produit énormément et intensément. C'est pourquoi les nazis parleront de «ressources humaines» (Menschenmaterial) au sens littéral: l'homme est une chose, un matériel, et son objectif est de devenir un facteur de croissance et de prospérité pour l'ensemble du peuple allemand.

Les nazis ont vite compris que l'organisation du travail ne gagnait pas être oppressive. Il faut développer, chez le travailleur, l'engagement, la motivation et l'implication. Or, le bien-être et la joie sont des facteurs de performance qui assurent les conditions d'une productivité optimale. C'est pourquoi se met en place tout un système de promotions et de récompenses, comme la fameuse «Volkswagen», dessinée par Ferdinand Porsche. *«La force productive est soutenue par la joie, une joie produite par le plaisir et le loisir. Le loisir n'a de sens que référé au travail.»* Se constitue ainsi le fameux KDF: «Kraft Durch Freude» («la force par la joie»), vaste industrie des loisirs au sein de laquelle «un département est chargé de la réflexion portant sur la décoration, l'ergonomie, la sécurité au travail et les loisirs sur le lieu de production.»

L'ouvrier est ainsi pris en charge dans l'entreprise, mais aussi à l'extérieur. Le KDF propose en effet des randonnées dans la nature et même des croisières... «Étonnante modernité nazie: l'heure n'est pas encore au baby-foot, aux cours de yoga ni aux 'chiefs happiness officers', mais le principe et l'esprit sont bien là».




**Simon Brunfaut**
**Source: L'Echo**

---

# Les centres d'archives privés ont besoin d'un nouveau cadre légal.

Le 9 juin est la Journée internationale des Archives. A cette occasion, le secteur des archives privées adresse une lettre ouverte à la ministre de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles, Bénédicte Linard. Les signataires déplorent que les centres d'archives privées restent considérés comme un secteur subsidiaire du patrimoine culturel.

Madame la Ministre de la Culture,

La crise actuelle que vit la société belge amène les institutions, les organisations, les entreprises, les citoyen. ne.s à repenser leurs modes d'action. Des milliers de travailleurs et travailleuses sont en télétravail, des

collectifs se mobilisent pour les plus précarisés ou les plus touchés par la crise sanitaire et sociale, des acteur•rice•s du secteur socioculturel continuent à mener leurs missions. Les formes des interactions ont changé ou, à l'inverse, se sont intensifiées : aux réunions en présentiel se substituent les vidéoconférences, les réseaux sociaux sont plus que jamais sollicités par la population pour (re)créer ou maintenir du lien, l'usage de plateformes où s'échangent des connaissances, des pratiques, des réflexions se répand, les communiqués, les cartes blanches se multiplient, etc. Bref, autant de traces d'une société qui vit et se (re)pense.

## Un centre de partage sur les expériences liées au Covid-19

Les archivistes ne sont pas en reste. Conscient.e.s du caractère exceptionnel de cette crise, des initiatives sociétales qui en résultent et de la nécessité d'en conserver la mémoire, ils se sont mobilisés et se sont adaptés aux circonstances. Depuis un mois, la plateforme Archives de Quarantaine Archief est active. Ses objectifs sont ambitieux. Elle relaie les initiatives de collecte et de valorisation des témoignages sur le Covid-19 et sur le confinement ; elle référencie les actions de même nature des services d'archives privées et publiques ; elle constitue un formidable centre de partage de connaissances pour les professionnels de l'archivistique et le/la citoyen•ne lambda. Ce projet peut déjà être crédité d'une belle réussite en termes de mobilisations et de dynamisme. Des centres d'archives privées en ont été quelques-unes des chevilles ouvrières. Nul doute que d'autres s'y investiront en partageant les fruits de leurs récoltes d'archives, leur expertise, leur expérience.

## Comprendre le passé pour bâtir l'avenir

Pourtant, les centres d'archives privées restent les incompris du secteur socioculturel. Ils sont considérés à tort comme un secteur subsidiaire du patrimoine culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles. Maintes fois ne sont-ils pas assimilés aux musées ou aux bibliothèques ? Leurs missions, leur expertise sont en fait tout autres. Comme les archivistes des services publics, ils sont les garants de la conservation de notre mémoire collective. Ils accompagnent et conscientisent les différents acteur•rice•s de société à gérer leurs documents au quotidien, quels qu'en soient leur forme (images, textes, etc.) et leur support (papiers, électroniques, etc.). Ils trient, classent, conservent, valorisent, forment selon des normes internationales et des pratiques construites tout au long de leur expérience. Il s'agit là d'enjeux de bonne gouvernance – gérer l'information pour agir en toute transparence ; il s'agit là d'un enjeu démocratique – étudier et comprendre le passé pour poser les bases d'actions présentes et futures.

## La mémoire collective en danger

Ces centres d'archives seront-ils en capacité d'assumer ces missions essentielles à moyen et à long termes ? La plateforme #AQA montre une nouvelle fois ce dont ils sont capables. Mais, derrière, elle les confronte, à nouveau, à leur principal écueil : l'insuffisance des moyens financiers. Depuis des années, les centres d'archives privées sont confrontés à de fortes difficultés pour assurer certaines de leurs missions élémentaires, comme la conservation des documents, faute d'un refinancement substantiel. La crise actuelle et les pertes sèches qu'elle occasionne n'amélioreront certainement pas leur situation – d'autant que les centres d'archives privées ne peuvent pour le moment pas prétendre au fonds d'aide prévu par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce qu'ils regrettent. La mémoire collective et tous les enjeux qu'elle sous-tend sont en danger.

## Un décret à revoir en profondeur

Seul un choix politique fort de votre part, Madame la ministre, permettrait d'éviter ce danger. À notre sens, il doit s'articuler autour de deux axes majeurs. Primo, la déclaration de politique communautaire du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit la révision du décret régissant les centres d'archives privées. Nous ne pouvons que vous encourager à concrétiser cet engagement, et en concertation. En effet, au cours de ces dernières années, la presque totalité des secteurs de la culture ont connu des révisions de décret ; les centres d'archives privées restent quant à eux sous le régime d'un décret qui ne dispose d'aucun arrêté d'application. Revoir ce décret en profondeur et lui adjoindre des arrêtés d'application sont une nécessité qui répondrait à un besoin de transparence et de mise en conformité avec les réalités des centres d'archives.

## Revaloriser l'enveloppe budgétaire

Secundo, la révision de ce décret ne peut s'envisager qu'avec une revalorisation de l'enveloppe budgétaire. Sans quoi, mener l'ensemble des missions assignées aux centres d'archives privées relève de l'impossible. En tant qu'acteurs du présent et garants de la mémoire de notre Fédération, ceux-ci méritent, dès aujourd'hui, toute votre attention.